En Jeu. Histoire et mémoires vivantes

N° 3 | 2014
XXe siècle : D'une guerre à l'autre ?

La guerre de Corée, ou comment périodiser une guerre civile inter-étatique

Laurent QUISEFIT

Édition électronique :
URL :
https://en-jeu.numerev.com/articles/revue-3/833-la-guerre-de-coree-ou-comment-periodiser-une-guerre-civile-inter-etatique
DOI : numerev_1469
Date de publication : 05/06/2014

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : QUISEFIT, L. (2014) La guerre de Corée, ou comment périodiser une guerre civile inter-étatique. *En Jeu. Histoire et mémoires vivantes*, (3). https://doi.org/10.34745/numerev_1469

La guerre de Corée est traditionnellement limitée à la séquence 1950-1953. Pourtant, les racines du conflit tiennent à l'établissement, en 1948, de deux États coréens revendiquant une même légitimité sur la totalité de la péninsule. Si la guerre conventionnelle commence le 25 juin 1950, les tensions commencent réellement à partir de 1948 ou même, sous certains aspects, dès 1947. Insurrections régionales, conflits frontaliers, attentats politiques, grèves et apparition de maquis sont les éléments constitutifs d'une guerre civile coréenne quelque peu occultée par l'internationalisation du conflit à partir de juillet 1950. D'autre part, si l'armistice du 27 juillet 1953 a mis fin à ce que certains ont appelé « une guerre chaude », les tensions se sont succédé sous différentes phases le long du 38e parallèle. Échanges de tirs et incidents de frontière ont plus récemment dessiné les contours plus flous d'une « seconde guerre de Corée » tandis que certains auteurs préfèrent parler de « guerre inachevée ».

Mots-clés :
Guerre froide, Corée du Nord, Corée du Sud, Guerre de Corée, Guerre totale, Guerre limitée, Hostilité

Toute guerre est à la fois un aboutissement et un commencement. Elle possède un début et une fin. C'est du moins l'usage historiographique et didactique qui consiste à en définir aussi étroitement les contours, pratique rassurante et commode, anciennement établie. Or, il est des cas qui résistent au séquençage simple, quand bien même l'historiographie a bien voulu définir une période claire pour l'observation du phénomène considéré.

La guerre de Corée est habituellement cantonnée à la période 1950-1953. Pourtant, les racines du conflit tiennent à l'établissement, en 1948, de deux États coréens revendiquant une même légitimité sur l'ensemble de la péninsule. Si la guerre généralisée commence effectivement le 25 juin 1950, les tensions débutent réellement à partir de 1948. Insurrections régionales, grèves et guérilla sont les éléments d'une guerre civile coréenne occultée par l'internationalisation du conflit à partir de juillet 1950.

D'autre part, l'armistice du 27 juillet 1953 n'a pas résolu la question coréenne. Échanges de tirs et incidents de frontière dessinent les contours flous d'une « seconde guerre de Corée » ou d'une « guerre inachevée ».

La question du séquençage revêt donc une importance aussi grande dans l'analyse de

cette situation que celle des différents angles de perception du conflit. En effet, quelle fut la nature profonde de la guerre de Corée ? Une guerre civile ? Une guerre internationale ? Une guerre limitée à l'âge atomique ? Une guerre totale ? L'historiographie occidentale a le plus souvent limité la perception du conflit à sa forme internationale, c'est-à-dire à ses aspects les plus vastes et les plus visibles.

DE 1945 À LA DIVISION

Le conflit coréen, « événement monstre »[1] aux ramifications multiples, possède trois natures profondes : il est le résultat malheureux du règlement d'un problème tactique de la guerre du Pacifique, touche à la liquidation malhabile de l'Empire japonais et participe d'une gestion maladroite de l'après-guerre. Il marque aussi une escalade dans ce que l'on a coutume d'appeler la Guerre froide, malgré l'inadéquation de cette expression, non seulement en Asie, mais partout ailleurs où la « guerre froide », conçue dans une perspective occidentale, fut singulièrement intense[2]. Enfin, il débute par la tentative d'un des deux États coréens de réunifier la péninsule, injustement divisée après la Libération de 1945. Il s'agit alors non seulement de reconstituer la communauté nationale, mais aussi de retrouver la complémentarité économique entre un Nord industrialisé et un Sud majoritairement agricole.

La colonisation japonaise n'avait pas remis en cause l'unité territoriale de la péninsule, dont le principe était acquis depuis 668 de notre ère. Russes et Américains avaient fixé au 38e parallèle la limite de leurs zones de compétence mais, dans l'esprit des décideurs du Pentagone, la démarcation avait été décidée dans l'urgence, à quelques jours de la capitulation japonaise, et devait être une mesure administrative temporaire.

En 1950, l'essentiel des conflits du Sud était lié au maintien en service de la police coloniale et à ses pratiques coercitives, à la situation économique, au besoin de réformes sociales, largement freinées par les propriétaires terriens, en dépit d'intenses transferts de biens coloniaux aux Coréens.

Pour la majorité des Coréens, la division était une aberration. Kim Kyu-sik (1881-1950) avait même déclaré devant la Commission temporaire des Nations unies (UNTCOK) :

« Historiquement, la Corée n'a jamais été divisée en Nord et Sud. […] La ligne du 38e a été fabriquée par les Américains et les Soviétiques, ce ne sont pas les Coréens qui l'ont installée. C'est pourquoi cette frontière du 38e doit être supprimée, il faut que les responsables [de cette situation] réparent leurs erreurs. »[3]

Si les moyens mis en œuvre sont contestables, la décision de Kim Il-sÅng d'envahir le Sud pour réunifier la péninsule reste logique et s'inscrit dans une course de vitesse avec le Sud. Le président sudiste Rhee, natif de Haeju, ville du Nord, aspirait à cette réunification et multipliait les déclarations tonitruantes à propos d'une réunification armée, de sorte que Washington, craignant une initiative dangereuse, ne lui avait pratiquement pas fourni d'armes lourdes ni de chars[4].

Traditionnellement, la guerre de Corée commence le dimanche 25 juin 1950, avec l'invasion de la République de Corée (Sud) par la République populaire de Corée (Nord). Si aucun des deux États n'a de réelle légitimité, la Corée du Sud, qui abrite les deux tiers de la population du pays (env. 20 millions en 1949), a été reconnue par l'ONU en décembre 1948. L'agression de juin provoque ainsi la convocation du Conseil de sécurité, duquel l'URSS est absente pour protester contre l'occupation du siège de la Chine par Taiwan. Trois résolutions fondatrices sont votées sans opposition les 25 et 27 juin, puis le 7 juillet. Après avoir condamné l'agression et demandé à l'agresseur de se retirer le 25 juin (26 juin, heure de Séoul), le Conseil appelle les États membres à porter assistance à la République de Corée le 27 juin. Or, le même jour (28 juin, heure de Séoul), les Nord-Coréens ont pris Séoul. Le 7 juillet, une nouvelle résolution demande que le commandement de l'armée de l'ONU soit confié aux États-Unis.

La République de Corée combat seule jusqu'au 1er juillet. Avec l'intervention militaire de l'ONU, le conflit s'internationalise : la stricte phase internationale du conflit correspond donc à une séquence allant du 1er juillet 1950 au 27 juillet 1953[5].

En octobre 1950, lorsque l'offensive finale de MacArthur balaye les dernières troupes nord-coréennes dans l'extrême-nord du pays, Mao Zedong lance l'offensive de l'armée des « volontaires chinois », corps-expéditionnaire dont le nom masque l'entrée en guerre réelle de la Chine communiste. Sous la poussée des Chinois et l'effet du froid, les États-Uniens sont contraints à une piteuse retraite tandis que le général MacArthur dénonce l'entrée dans une guerre « entièrement nouvelle ». Pour la Chine populaire, la guerre de Corée commence donc en octobre.

L'analyse de l'historiographie relative au conflit coréen montre que chacun tend à analyser ce conflit en fonction de sa propre perception des faits : les historiographies restent de fait encore très nationales. Ainsi l'Américain David Rees, en 1964, parlait de guerre limitée[6]. Or, si la guerre de Corée fut bornée à la péninsule de Corée et si l'armée de l'ONU n'engagea pas toutes ses forces dans la bataille, le conflit coréen fut aussi une guerre totale, car les deux États coréens engagèrent chacun leur survie dans ce conflit.

La guerre de Corée est un conflit complexe, guerre civile et affrontement des blocs, guerre totale[7] et guerre limitée, où plane aussi l'ombre des armes atomiques. En outre, le conflit coréen fut l'occasion de revenir à une conception de la guerre qui ne visait plus l'anéantissement de l'adversaire : une forme de combat qui laissait aussi la place au dialogue des puissances tutélaires des deux Corée, et qui acceptait en dépit des sacrifices, le retour au statu quo ante bellum.

Pourtant, c'est ailleurs qu'il faut rechercher un commencement plus pertinent. La guerre de Corée n'a pas éclaté dans un ciel serein. Il faut revenir au lendemain de la Libération pour saisir les racines du conflit.

LE SUD, AVANT-GUERRE

La rigidité doctrinale, le manque de représentativité d'autorités incapables de comprendre les aspirations réelles de la population, les méthodes répressives de la police en zone Sud sont des facteurs aggravants du conflit social qui agite la Corée du Sud dès 1946. Le rôle des réfugiés de la zone Nord, arrivant par milliers au Sud après la fin de la guerre du Pacifique[8], via un 38e parallèle encore poreux, est prépondérant dans cette répression des aspirations réformistes en zone Sud. Anciens collaborateurs pro-japonais ou propriétaires terriens, ce groupe des « réfugiés du Nord »[9] est très actif et mène une guerre acharnée contre tout ce qui ressemble à un sympathisant communiste. Le cycle de l'action et de la répression induit une surenchère qui débouche sur des massacres croisés par les partisans des deux camps[10].

L'enchaînement des incidents, la collusion idéologique et maffieuse entre la police et les conservateurs, la corruption, poussent des idéalistes et des victimes d'exactions à rejoindre les maquis communistes.

Le blocage du fonctionnement de la commission mixte destinée à harmoniser les relations entre les deux zones d'occupation, dès avril 1947, est l'occasion d'en appeler à l'ONU et de proposer la tenue d'élections générales afin d'élire une assemblée constituante. Le refus des autorités soviétiques de laisser la commission onusienne ad hoc opérer au Nord débouche sur l'organisation d'élections séparées, dans la seule zone Sud. Aussitôt, la branche méridionale du Parti du travail de Corée, Nam ChosÅ□n rodong-dang, entre en action pour saboter la consultation : en quatre mois, on dénombre 543 attaques contre des postes de police et des administrations, 505 manifestations, et 721 morts recensés[11].

Le gouvernement élu en 1948 est confronté à des violences sporadiques jusqu'en 1950. Le 12 mai 1950, le président Syngman Rhee[12], dénonçant les tirs sporadiques sur le 38e parallèle, fustige devant la presse l'attitude américaine envers la Corée du Sud en des termes aussi fermes que sarcastiques :

« Notre guerre actuelle n'est pas une guerre froide[13] mais une guerre où l'on tire réellement. Nos troupes prendront toutes les contre-mesures possibles. Je pense que préparer de telles contre-mesures est le devoir de nos soldats, pour notre auto-défense. La Corée du Nord se concentre près du 38e parallèle. Je ne pense pas que ces troupes se concentrent près du 38e parallèle pour envahir le Japon ou la Chine… »[14]

Pour le président sud-coréen, la guerre a déjà commencé. D'ailleurs, le gouvernement sud-coréen, inquiet des mouvements de troupes du Nord, réclame en vain des armes lourdes et des avions à Washington.

PETITE GUERRE ET PARTISANS COMMUNISTES

L'analyse de l'activité des guérillas avant et après le conflit coréen, offre des perspectives de séquençage alternatif du conflit intra-coréen.

La guérilla[15], au Sud comme au Nord du pays, est un élément précieux pour affiner notre réflexion sur la périodisation. Si la drôle de guerre créée par la présence de maquis dans le Sud de la Corée (régions de ChÅlla et de KyÅngsang), de 1948 à 1950, marque une phase moins sanglante que la guerre de Corée stricto sensu, le conflit, d'intensité encore faible, est déjà préoccupant. En effet, si le fonctionnement du jeune État sud-coréen reste assuré pendant la journée, la nuit appartient aux partisans communistes[16].

Les premiers maquis apparaissent en 1948 à Chejudo, la grande île du sud-ouest. Le mécontentement social et les bavures policières successives entraînent l'insurrection du 3 avril 1948[17], dans un contexte marqué par l'organisation des élections législatives générales prévues pour mai 1948 en zone Sud, seule ouverte aux membres de la Commission temporaire de l'ONU.

La crise de Chejudo est aussi l'élément déclencheur de la guérilla continentale. En octobre 1948, la mutinerie d'un régiment refusant d'embarquer pour Chejudo embrase la région de YÅsu, nécessitant l'envoi de renforts de police. Les mutins assassinent des policiers et des notables conservateurs puis se replient sur les monts Chiri. D'autres maquis se forment dans le Sud de la péninsule, attaquant villes et symboles du pouvoir.

Les forces de police, renforcées par des milices paramilitaires fanatiques, gagnent lentement en efficacité. En 1948, les effectifs de la guérilla sur le continent oscillent entre 1 700 et 2 000 hommes, mais l'activité des partisans et une répression peu habile laissent le mouvement s'étendre.

On peut déterminer trois phases dans l'activité des guérillas avant le 25 juin :

– d'octobre 1948 à mai 1949, les guérillas sont principalement regroupées dans les monts Chiri, Osadae, et T'aebaek,

– de juin 1949 à janvier 1950, les partisans sont soutenus par des unités spécialisées, venues du Nord,

– de février à juin 1950, les maquis restent actifs.

À l'été 1950, les maquis font leur jonction avec les troupes nord-coréennes, mais la débâcle de l'armée du Nord après le débarquement de MacArthur à Inch'Ån (septembre) disloque l'armée populaire dont des éléments isolés rejoignent les maquis[18]. De 1951 à 1952, les partisans terrorisent les campagnes du sud et de l'est de la Corée. À la fin de 1952, profitant d'une stabilisation durable du front, deux divisions sud-coréennes sont affectées à la répression des maquis. L'opération est un succès. Le nombre des partisans décroît rapidement : 4 793 hommes estimés début 1952 contre 978 en septembre 1953.

GUÉRILLA ANTICOMMUNISTE

La guérilla anticommuniste en Corée du Nord est moins connue que celle des partisans au Sud. Dès 1950, la province de Hwanghaedo (mer Jaune) est le refuge de paysans fuyant la collectivisation et de réfractaires à la conscription. Avec le reflux allié suivant l'offensive chinoise, l'ONU est contrainte d'évacuer Pyongyang en décembre 1951 puis Séoul en janvier. Le front se stabilise en juin. Dès mai, des officiers états-uniens organisent des unités chargées de renseignement, de sabotage et de harcèlement en Corée du Nord. Les îles littorales de Kanghwado, PaengnyÅngdo et Cho-do abritent les bases arrière de l'UNPIK (United Nations Partisans Infantry in Korea), dont les effectifs atteignent 22 000 hommes en mai 1953[19]. Si l'armistice de 1953 met fin au soutien logistique états-unien, il n'arrête pas les combats résiduels. Pour les guérillas, la guerre ne prend pas fin le 27 juillet 1953. Au Nord, le conflit se poursuit jusqu'en 1954 au moins. Au Sud, il connaît une certaine intensité jusqu'en 1956.

La périodisation des événements doit aussi prendre en compte l'intensité de l'action, car les derniers partisans au Sud sont pris en 1960. Ici se pose un problème méthodologique : doit-on considérer que cinquante hommes constituent un maquis ? Faut-il considérer uniquement les effectifs des partisans ou plutôt leur capacité d'action ? Il est difficile de trancher. Où se situe le seuil ? Le séquençage est d'autant plus complexe que les partisans et leur action sont plus discrets.

LA « SECONDE GUERRE DE CORÉE »

Guerre sans fin, le conflit coréen connaît des tensions intermittantes. Hostilité continue mais contenue[20], cette agressivité persistante s'est développée sur le 38e parallèle, sensible cordon détonnant révélateur d'une irréductible fracture coréenne. Ces tensions sont autant marquées par les craintes des deux États que par les idéologies opposées qui s'expriment avec véhémence. Ces phases de tension récurrente qui scandent cet entre-deux indéchiffrable qu'est la non-paix et la non-guerre[21] furent la cause de victimes civiles et militaires.

De 1964 à 2007, 370 militaires et 181 civils sud-coréens, 82 militaires américains et 872 Nord-Coréens ont péri dans les incidents frontaliers. Si on ajoute les 46 victimes de la corvette ChÅnan (perdue en mars 2010) et les Sud-Coréens tués lors du bombardement par la Corée du Nord de l'île de YÅnpyÅngdo en 2010, le total, étalé sur 46 ans, approche les 1 555 victimes[22]. Certes, ces pertes sont sans commune mesure avec un conflit généralisé.

Les années 1990 et 2000 ont offert un regain d'hostilité intercoréenne, fruit de facteurs complexes, qui tiennent à la fin de la Guerre froide (chute de l'URSS, normalisation sino-sud-coréenne) et à la rupture des équilibres régionaux, dans lesquels la Corée du Nord se trouva isolée, politiquement et économiquement. La Corée du Nord se vit contrainte d'explorer de nouvelles voies sécuritaires et de trouver de nouveaux partenaires économiques. En outre, les maladresses de Washington durant la mandature de George

W. Bush, contrastant avec les avancées encourageantes de l'époque Clinton, attisèrent aussi les tensions.

Des incidents récents sont survenus en mer Jaune, en raison du contentieux territorial portant sur la Northern Limit Line (NLL), frontière contestée par la Corée du Nord[23]. En effet, de nombreux navires de pêche nord-coréens franchissent cette ligne, provoquant parfois des combats navals aussi brefs qu'intenses (de 2 à 20 minutes[24]), mais parfois meurtriers.

Pourtant, les tensions observables depuis une vingtaine d'années ne sont rien en regard des incidents graves survenus dans les années 1960-1970. En effet, si les lendemains de la guerre de Corée[25] furent relativement calmes, des incidents sporadiques éclatèrent, dans le contexte de la guerre du Vietnam, avec un pic notable dans les années 1967-1968.

Qu'il s'agisse d'essais balistiques ou nucléaires, l'une des réponses apportées par la Corée du Sud et les États-Unis aux « provocations » du Nord est d'organiser des exercices navals de grande ampleur qui ne font rien pour apaiser les tensions. En effet, l'étroitesse des eaux territoriales des deux États ne permet pas toujours de disposer des 12 milles nautiques conventionnels : chacun bute donc sur l'autre, à très faible distance. La NLL est ainsi calculée depuis cinq îles sud-coréennes, qui étaient aussi des bases de guérilla anticommuniste pendant la guerre.

PERSPECTIVES

Raymond Aron avait remarqué comment les guerres s'enchaînent, c'est-à-dire comment le règlement imparfait d'un conflit détermine les conditions présidant à de nouvelles guerres[26], aux ressorts très différents mais néanmoins liés.

En effet, le traitement maladroit de la fin de la guerre du Pacifique en Corée, dû à l'urgence occasionnée par l'offensive soviétique, à la lassitude de la guerre et à l'ignorance des réalités historiques et sociales coréennes, mena à de graves erreurs d'appréciation. En outre, l'opposition des Russes et des États-uniens conduisit au blocage de la commission mixte et cristallisa les oppositions idéologiques en Corée même. L'erreur initiale fut d'accepter que chaque occupant mette en place son propre système d'administration dans sa zone d'occupation, sans confier la gestion des affaires aux Coréens eux-mêmes, sous la supervision générale des autorités d'occupation.

Ce processus post-colonial fut aggravé par la condescendance coupable des Alliés, assortie du refus de reconnaître aux Coréens une légitimité politique, alors même qu'un État indépendant avait été fondé par les Coréens eux-mêmes dès la Libération, avant l'arrivée des troupes étas-uniennes. La mise en place d'une tutelle bipolaire ne pouvait que déboucher sur de graves difficultés d'harmonisation en cas de réunion. Dès 1946, les entités administratives mises en place au Nord et au Sud divergeaient déjà grandement, tout comme leur politique, ce qui incite à parler d'un traitement transitoire

et à court terme de la question coréenne.

C'est surtout la nécessité de satisfaire la demande sociale de terminaison de la Seconde Guerre mondiale en Occident et de retour à la normalité qui explique la résolution à courte vue des questions immédiates, sans en envisager les conséquences possibles ni l'intérêt premier du peuple coréen.

L'entrave faite à la libre circulation des biens et des personnes entre les deux zones hypothéquait déjà la santé d'une économie dominée depuis la colonisation par la complémentarité entre le Sud agricole et le Nord industrialisé qui disposait de la totalité des centrales hydro-électriques, de l'industrie lourde et de la majorité des mines en activité. L'absence de techniciens coréens, l'arrêt des circuits d'approvisionnement, la hausse du chômage et le mécontentement contre les collaborateurs pro-japonais toujours en place[27] favorisèrent l'instabilité politique et sociale qui alimenta les maquis du sud à partir de 1948.

L'armistice de 1953 ouvrit une ère de paix imparfaite marquée par des regains sporadiques de tension. Il ne signifia pas la fin totale des combats car la guérilla continua dans le sud au moins jusqu'en 1956[28] et probablement jusqu'en 1954 en Corée du Nord.

Il est patent que l'impossibilité de la réunification, née de l'échec de la guerre, participe du processus de construction nationale des deux entités coréennes. La persistence de l'Autre crée en même temps les conditions d'une mobilisation des forces vives de la nation – c'est encore vrai au Nord aujourd'hui – face à la menace du frère ennemi.

La veille vigilante et l'étatisme[29] virulent des deux parties restent scandés par des phases d'hostilité « chaude » avec un pic à la jointure des années 1960 et 1970, qui contrastent avec une longue période de « paix » armée. Ces tensions récurrentes qui scandent cet entre-deux indéchiffrable qu'est la non-paix et la non-guerre[30] ont occasionné des victimes civiles et militaires, sans atteindre celles d'un conflit généralisé.

Ces héritages des années 1950 sont un facteur persistant de l'hostilité coréenne et le rôle matriciel de la guerre est indéniable dans les incidents observés. Outil indispensable, mais imparfait de l'historien[31], la périodisation doit rendre compte de phénomènes cohérents dans la séquence retenue. L'analyse dans le long terme de ces épisodes congestifs montre une nette résorption du nombre des crises depuis les années 1970 avec des phases de tension mais aussi de détente (sommets intercoréens de 2000 et de 2007, création d'une zone économique mixte à KaesÅ□ng).

L'examen des crises dans la longue durée trace les contours d'une hostilité coréenne inter-étatique, née de l'absurdité de la partition d'un même peuple par des puissances ambitieuses, opposées et dédaigneuses. En privilégiant leur propre intérêt au détriment de l'avenir d'un pays et d'une nation jugés en soi comme

insignifiants, les puissances se débarrassèrent du problème qu'elles avaient créé, sans prendre la précaution d'en considérer ni le futur, ni l'intérêt direct de ses populations. Or, la tension locale eut des conséquences graves, non seulement en 1950, mais encore en 1968[32], 1998[33], 2006[34], etc.

CONCLUSION

La mise en perspective dans la longue durée, à partir de 1948, de cette hostilité inter-étatique met en évidence une montée des tensions culminant dans une guerre générale et internationalisée (1950-1953), puis montrant des phases de tension sporadique. Cette analyse permet un regard désoccidentalisé du conflit intra-coréen et révèle les dix années qui en constituent l'épisode majeur et traumatique, fondateur de l'identité coréenne contemporaine[35].

En outre, l'ampleur du phénomène en termes économiques et humains explique l'importance des questions militaires dans les deux Corée, processus dans lequel la souveraineté ne peut être transigée.

Les épisodes congestifs des années 1960-1970 et 2000-2010, ainsi que les phases de déflation tensionnelle (2000, 2007), sont corrélés à tant de facteurs, internationaux ou locaux, qu'il reste aussi utile de les étudier séparément, tout en reconnaissant leur appartenance à un phénomène d'hostilité persistante ancré dans la continuité.

Considérer le conflit coréen depuis 1948 et la fondation de deux États coréens, sur fonds de troubles politiques et sociaux, permet d'observer une surenchère qui brise une à une les normes sociales, polarise les rancœurs et essentialise l'adversaire. Dans ce contexte, le Même devient un Autre radical, un alter ego antagoniste qui, conservant apparemment l'apparence de l'Identique, doit être éradiqué et vaincu ou absorbé par le Même[36], c'est-à-dire par le Nous, qu'il soit du Nord ou du Sud.

Dans un cadre régional élargi, l'analyse des phases de « petite guerre »[37] doit aussi être rapprochée de mouvements aux ressorts similaires qui agitent l'Asie orientale à la même époque. Si l'affrontement est-ouest noie les situations locales dans une logique planétaire, chacun des protagonistes locaux se cherche un protecteur capable de soutenir ses ambitions et de réaliser ses propres objectifs, y compris en forçant la main de ses « bienfaiteurs »[38] ; si, en Corée, les protecteurs furent imposés par la victoire de 1945 et se seraient peut-être contentés d'un statu quo armé comme en Europe, le rôle des leaders nationaux[39] reste d'une importance majeure dans les tensions confinées au Sud, l'action concertée des guérillas ou l'escalade qui, ouvrant la guerre conventionnelle en 1950, permit la radicalisation des deux régimes coréens. Ceux-ci se débarrassèrent physiquement et par expulsion migratoire de leurs opposants, la guerre permettant d'intenses circulations de populations chassées par les combats et les répressions croisées.

Ainsi, la liquidation improvisée et maladroite de la colonisation, marquée par l'adoption de demi-mesures ponctuelles, souvent humiliantes pour les Coréens, tresse

progressivement un nœud gordien que l'ordalie finale d'une guerre impliquant directement les deux blocs[40] ne parvint pas à délier. Élargir le champ chronologique permet ainsi de rendre leur place aux acteurs locaux qui, épousant étroitement ou incidemment la cause de leurs soutiens, furent les acteurs privilégiés en même temps que les victimes de la deuxième grande tragédie coréenne du XX[e] siècle, après la colonisation japonaise.





---

[1] Pierre Nora, « L'événement monstre », *Communications*, n° 18, 1972, « L'événement », pp. 162-172.

[2] Georges-Henri Soutou, *La Guerre de cinquante ans*, Paris, Fayard, 2001, p. 9.

[3] Yi MyÅ□ng-hwa, *Kim Kyu-sik ui saengae wa minjok undong*, Tongnip kinyÅ□m-gwan Han'guk tongnip undong –sa yÅ□n'gu-so, 1992, p. 178.

[4] Cho SÅ□ng-hun, *Hanmi kunsa kwangye Å«i hyÅ□ngsÅ□ng gwa paljÅ□n*; Séoul, Kukpangbu kunsa p'yÅ□ch'an yÅ□n'guso, 2008.

[5] *Korea 1950, Department of the Army, Washington D.C.,* cité par Allen S. Whiting*, China Crosses the Yalu. The Decision to Enter the Korean War,* Stanford, Stanford University Press, 1960, p. 56.

[6] David Rees*, Korea : The Limited War*, New York, Macmillan, 1964.

[7] Nous entendons ici la « guerre totale » comme un conflit d'une forte intensité de violence n'épargnant pas les populations civiles.

[8] Cette dénomination n'est pas adaptée à la guerre menée par le Japon en Chine (1937-1945) et aux combats contre l'URSS (1938 et surtout 1939).

[9] Ceux-ci avaient des milices paramilitaires. Le *Korean National Youth Corps* comptait 300 adhérents en 1946, mais 300 000 hommes dès 1947. Im ChÅ□myÅ□ng, *ChosÅ□n Minjok ch'Å□ngnyÅ□ndan yÅ□n'gu (Recherches sur les Organisations de jeunesse coréennes)*, cité par Park Myung-lim, « Interpreting State Formation in Korea, 1945-48 », *Korean Social Science Journal*, vol. XXIII, 1997, p. 123.

[10] ___ Kim Sam-ung, *Haebang-hu yangmin haksal-sa* (Histoire des massacres de civils après la Libération), Séoul, Garam Kihoek, 1996. Kang P'yÅ□ng-wÅ□n, *Chiri-san k'illing p'ildÅ«* (Chiri-san Killing Fields), Séoul, Sunyoung-ha, 2003.

[11] ___ Park Myung-lim, « Interpreting State Formation in Korea, 1945-1948 », *op. cit.*, p. 135.

[12] ___ En coréen, Yi SÅ«ng-man (le nom précède le prénom).

[13] ___ L'expression a été popularisée par le journaliste Walter Lippmann, reprenant Bernard Baruch.

[14] ___ Foreign Relations of the United States, 1950, vol. VII, p. 85.

[15] ___ On utilise en Corée les mots *gerilla*, *pparchisan jÅ□n* (guerre de partisans), et aussi le sino-coréen *yugyÅ□k-jÅ□n*.

[16] ___ Voir *Han'guk hyÅ□ndae-sa 1*, Séoul, Pulpit', 1994, p. 295 et ss.

[17] ___ Paek SÅ□n-yÅ□p, *Sillok Chiri-san* (Chronique véritable des monts Chiri), Séoul, KoryÅ□wÅ□n, 1992.

[18] ___ Paek SÅ□n-YÅ□p, *op. cit.*

[19] ___ Ben S. Malcolm, *White Tigers*, Washington DC, Brassey's Inc., 1996.

[20] ___ Laurent Quisefit, « La péninsule de Corée, entre "paix armée" et "guerre endémique", réflexion sur les définitions de paix et de guerre appliquées au cas coréen, de 1948 à nos jours », in Isabelle Chave, *Faire la paix, faire la guerre* : *approches sémantiques et ambiguïtés terminologiques*, édition électronique, Paris, Éditions du CTHS (Comité des travaux historiques et scientifiques), 2012, pp. 111-124.

[21] ___ Laurent Quisefit, *op. cit.,* p. 114.

[22] ___ *Ibid.,* p. 114.

[23] ___ Terence Roehrig, « North Korea and the Northern Limit Line », *North Korean Studies*, spring 2009, pp. 8-21. [La NLL a été tracée unilatéralement par l'ONU en mer, en 1953, comme prolongement maritime du 38e paralèlle. Elle n'est pas reconnue par la Corée du Nord, ndlr.]

[24]
___ Quotidien *Han'guk Ilbo*, Séoul, 17 mai 2010.

[25]
___ Les Coréens appellent volontiers ce conflit *yuk.i.o tongnan*, à savoir « conflit (généralisé) du 25 juin ».

[26]
___ Raymond Aron, *Les Guerres en chaîne*, Paris, Gallimard, « Nrf », 1951.

[27]
___ 78,6 % de l'administration coréenne du Sud était issue des cadres coloniaux. Park Myung-lim, *op. cit.*

[28]
___ Han'guk yÅksa yÅn'guhoe hyÅndae-sa yÅn'gu-ban, *Han'guk hyÅndae-sa,* Séoul, P'ulpit', 1994, p. 300.

[29]
___ La nation coréenne étant séparée en deux États, on ne pourra parler de « nationalisme ».

[30]
___ Laurent Quisefit, « La péninsule de Corée, entre "paix armée" et "guerre endémique"… », *op. cit.*, p. 114.

[31]
___ Jacques Le Goff, *Faut-il vraiment découper l'histoire en tranches ?,* Paris, Seuil, 2014.

[32]
___ La capture du navire espion *USS Pueblo* dans les eaux internationales par les Nord-Coréens mena aux portes d'une nouvelle guerre en Corée.

[33]
___ La Corée du Nord testa un missile à longue distance qui survola le Japon.

[34]
___ Année du premier test nucléaire nord-coréen.

[35]
___ La partition du pays et la guerre de Corée occupent en partie la même niche créatrice dans la peinture, la littérature et le cinéma coréens que les deux guerres mondiales en France.

[36]
___ De nombreux Sud-Coréens furent enrôlés de force par la Corée du Nord à l'été 1950.

[37]
___ La petite guerre est menée par des unités mobiles, régulières ou irrégulières, selon le contexte.

[38]
___ En octobre 1950, Syngman Rhee envoie ses troupes au Nord sans attendre le vote de l'ONU.

[39]
____ Les archives soviétiques prouvent le rôle central de Kim Il-sÅ□ng dans la phase initiale du conflit.

[40]
____ Les aviations soviétiques et états-uniennes se sont secrètement mais directement affrontées en Corée.